

---

Brochure n° 3044 | Convention collective nationale

IDCC : 573 | **COMMERCE DE GROS**

---

---

Brochure n° 3033 | Convention collective nationale

IDCC : 635 | **NÉGOCE EN FOURNITURES DENTAIRES**

---

**Accord du 22 septembre 2020**

relatif à la fusion entre la convention collective nationale du commerce de gros  
et la convention collective nationale du négoce en fournitures dentaires

NOR : ASET2050944M

IDCC : 573, 635

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CGI ;**

**COMIDENT,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FS CFDT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre de la restructuration des branches professionnelles engagée par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016, par le décret n° 2016-1399 du 19 octobre 2016 et par arrêté en date du 9 avril 2019 (JORF n° 0093 du 19 avril 2019, texte n° 23), les dispositions, accords, avenants et annexes appliqués dans le cadre de la convention collective nationale du négoce en fournitures dentaires (IDCC 635) du 26 novembre 1971 ont été annexés à la convention collective nationale du commerce de gros (IDCC 573) du 23 juin 1970.

Conscientes des conséquences inhérentes à une telle fusion et désireuses d'en planifier ses effets et eu égard à l'intérêt général attaché à la restructuration des branches professionnelles, les parties au présent accord de fusion de branches ont expressément fait le choix de procéder à la fusion des dispositions conventionnelles dont ils relèvent en 2 temps :

- du 25 septembre 2019 au 4 novembre 2020 : période de négociations. Durant cette première période, la convention du négoce en fournitures dentaires est simplement annexée à la convention collective nationale du commerce de gros. En conséquence, la convention

collective nationale du négoce en fournitures dentaires n'aura vocation à s'appliquer qu'aux salariés relevant du champ d'application défini à l'article 1<sup>er</sup> de cette convention. Pour leur part, les salariés relevant du champ d'application de la convention collective du commerce de gros continueront d'être régis par les seules stipulations de ladite convention, à l'exclusion des stipulations de la convention collective nationale du négoce en fournitures dentaires ;

- à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 : intégration. À partir de cette date, il sera fait application à toutes les entreprises et salariés relevant de la convention collective nationale du négoce en fournitures dentaires des dispositions de la convention collective nationale du commerce de gros, sous réserve des spécificités et précisions déterminées durant la période de négociations et détaillées aux articles 1<sup>er</sup> et suivants du présent accord de fusion.

Compte tenu de la thématique du présent avenant, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, les partenaires sociaux conviennent, conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Ceci étant rappelé, il est exposé ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup> | Objet de l'accord**

Le présent accord de fusion a pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles l'ensemble des entreprises et salariés relevant des dispositions de la convention collective nationale du négoce en fournitures dentaires, aujourd'hui annexée à la convention collective nationale du commerce de gros, feront application des seules dispositions de la convention collective nationale du commerce de gros, sous réserve toutefois des spécificités et précisions détaillées aux articles 3 et suivants du présent accord de fusion.

### **Article 2 | Portée de l'accord**

Le présent accord de fusion est de portée générale. Il concerne tous les salariés, quelle que soit la taille de leurs entreprises. Il n'y a dès lors pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

### **Article 3 | Principe**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 :

- les parties conviennent que l'ensemble des dispositions de la convention collective nationale du commerce de gros s'appliqueront aux salariés et employeurs des entreprises relevant aujourd'hui du champ d'application de la convention collective nationale du négoce en fournitures dentaires. À cet effet, le champ d'application tel que défini à l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective nationale du commerce de gros sera modifié afin d'y ajouter « les négociants en fournitures dentaires et leur personnel salarié » ;
- les dispositions de la convention collective nationale du négoce en fournitures dentaires seront purement et simplement caduques.

sous réserve toutefois des dispositions figurant aux articles 4 et suivants du présent accord.

### **Article 4 | Exception**

Par exception aux dispositions de l'article 3 ci-avant, les parties sont convenues que les dispositions de l'article 27 *a* relatives aux congés payés de la convention collective nationale du négoce en fournitures dentaires seront maintenues au bénéfice des salariés dont le contrat de

travail les liant à une entreprise relevant initialement de cette convention collective existe toujours au 31 décembre 2020 (contrat de travail en cours d'exécution ou suspendu) :

« Le régime des congés payés établi par les articles L. 3141-1 et L. 3141-2 du code du travail est complété par les dispositions suivantes :

a) La durée du congé, fixée par le premier alinéa des articles L. 3141-3, L. 3141-6, L. 3141-7, L. 3141-11 et L. 3141-12 du code du travail, est augmentée de :

- 1 jour ouvrable pour les salariés ayant 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
- 2 jours ouvrables pour les salariés ayant 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
- 3 jours ouvrables pour les salariés ayant 25 ans d'ancienneté dans l'entreprise.

Les congés en question ne se cumulent pas avec les congés supplémentaires pouvant être déjà accordés soit par accord d'entreprise, soit par usage ».

## **Article 5 | Intégration de la prime d'ancienneté**

Les dispositions de la convention collective nationale du commerce de gros ne prévoit pas le versement par les employeurs d'une prime d'ancienneté à leurs salariés. Seule une garantie d'ancienneté, consistant en une valorisation du salaire minima conventionnel en fonction de l'ancienneté est prévue à ce jour.

En conséquence, les parties sont convenues que le 1<sup>er</sup> janvier 2021, les entreprises relevant du secteur du négoce en fournitures dentaires et faisant actuellement application de l'article 11 alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de la convention collective nationale du négoce en fournitures dentaires, intégreront définitivement, au salaire mensuel brut de leur(s) salarié(s) concernés à cette date, la prime d'ancienneté mensuelle perçue par ces derniers et dont le montant est arrêté au 31 décembre 2020. Cette prime, une fois intégrée au salaire brut, ne sera plus due.

## **Article 6 | Table de concordance des classifications (en annexe I au présent accord)**

Concernant les classifications, les parties conviennent d'appliquer celles de la convention collective nationale du commerce de gros (brochure : 3044) à l'expiration d'un délai de transition et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2021. À cet effet, une table de concordance des classifications est annexée au présent accord de fusion.

## **Article 7 | Application des minima conventionnels**

Les salariés relevant actuellement de la convention collective nationale du négoce en fournitures dentaires en poste au 1<sup>er</sup> janvier 2021 et dont les salaires bruts perçus (prime d'ancienneté incluse conformément à l'article 5 ci-avant) sont inférieurs aux minima conventionnels de la convention collective nationale du commerce de gros à classification équivalente (conformément à l'article 6 ci-avant), se verront appliquer les minima de la convention collective nationale du commerce de gros correspondant à leur classification à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Les salariés relevant actuellement de la convention collective nationale du négoce en fournitures dentaires en poste au 1<sup>er</sup> janvier 2021 dont les salaires bruts perçus (prime d'ancienneté incluse conformément à l'article 5 ci-avant) sont supérieurs aux minima conventionnels de la convention collective nationale du commerce de gros à classification équivalente (conformément à l'article 6 ci-avant), conserveront cette rémunération.

## **Article 8 | Durée et suivi de l'accord**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur le lendemain de son dépôt.

Les parties conviennent de faire un point annuel sur son application.

En cas de modification substantielle des textes régissant les matières traitées par le présent avenant, les parties signataires s'engagent à se rencontrer dans un délai de 2 mois suivant la demande de l'une des parties signataires en vue d'entamer des négociations relatives à l'adaptation du présent accord.

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions légales en vigueur.

#### **Article 9 | Dépôt**

Au terme du délai d'opposition, le présent accord sera déposé, conformément aux dispositions légales, auprès des services du ministre chargé du travail, de l'emploi et de l'insertion et du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes.

#### **Article 10 | Extension**

Les signataires du présent accord s'engagent à en demander l'extension auprès des services du ministre chargé du travail, de l'emploi et de l'insertion.

*Fait à Paris, le 22 septembre 2020.*

(Suivent les signatures.)

Annexe I

CLASSIFICATION REVISION 2014						
Emplois	Cof 2013	Salaires min 2019	Définitions 1013	SERVICES GENERAUX	Niveau	Salaires
Définitions 3044						
Agent de propriété Agent d'entretien	120 130	1541 1553	Agent de propriété: Personnel exclusivement affecté à des travaux courants de nettoyage et de propriété. Agent d'entretien: Entretien et petites réparations du matériel et des locaux. Entretien des espaces verts, dégage		I échelon 1 à 3	1533 à 1551,45
LOGISTIQUE						
Coursier	120	1541	Effectue des courses pour l'entreprise, est susceptible de porter des colis ou des échantillons, fait occasionnellement des petites livraisons et effectue des travaux simples dans l'entreprise		II échelon 1 à 3	1560,76 à 1579,55
Emballageur Emballageur qualifié	130 150	1553 1586	Emballageur: Chargé d'emballer tous types de colis Emballageur qualifié: Chargé d'emballer en caisses et gros colis		II échelon 1 à 3	1560,76 à 1579,55
Préparateur de commandes Débutant et confirmé Débutant Débutant - préparateur de commandes qualifié, polyvalent	130 150 160	1553 1586 1631	Débutant: Moins de 1 an de pratique professionnelle. Est chargé de la préparation des commandes sans posséder encore la connaissance précise et approfondie des produits et des procédures. Confirmé: Plus d'un an de pratique professionnelle au poste. Salarié ayant des connaissances complètes des articles et capable de préparer les commandes. Débutant: Préparateur qualifié connaissant la marchandise, préparant les commandes, les déballant, les contrôlant au besoin, établissant les lectures		II échelon 1 à 3	1560,76 à 1579,55
Maintenance Magasinier Magasinier qualifié	120 130 150 150	1541 1553 1586 1586	Maintenance: Assure le transport des objets à l'intérieur du magasin sans recours à un engin nécessitant un permis spécifique Magasinier: Met en place la marchandise sous la responsabilité du responsable magasinier Magasinier qualifié: S'occupe de la mise en place des marchandises sur les rayons; assure en outre le contrôle de la tenue des stocks avec ou sans support informatique		I échelon 1 à 3	1533 à 1551,45
Cariste	130	1553	Outre le travail de maintenance, est détenteur d'une habilitation ou d'un CACES et maîtrise la pratique de la conduite des engins de maintenance automobile pour transporter des composants, les déposer, effectuer le gerbage et le dégerbage au lieu prévu pour chaque catégorie de marchandises, vérifier journalièrement l'état de marche de son engin, en assure l'entretien courant et signale, quand il y a lieu, les remises en l'état nécessaires.		II ou III Echelon 1 à 3	II: 1560,76 à 1579,55 III: 1589,02 à 1608,15
Chauffeur-livreur V.L.	150	1586	Assure le chargement et la livraison des marchandises avec un véhicule automobile ne dépassant pas 3,5 tonnes en charge; est responsable des colis qu'il a chargés de livrer; veille à l'entretien du véhicule, signale les réparations à effectuer et tous incidents de route; peut être chargé de travaux de transport et de maintenance en dehors de ses tournées de livraison		III échelon 1 à 3	1589,02 à 1608,15
Responsable magasinier	220	1773	Outre son travail de magasinier, il peut être appelé selon les directives de son chef direct, à distribuer, coordonner et contrôler le travail d'une équipe		V échelon 1 à 3	1644 à 1769,61
Réceptionnaire	150	1586	Reçoit les colis, en contrôle le nombre, les déballer et doit en contrôler le contenu, quantitativement et qualitativement		III échelon 1 à 3	1589,08 à 1608,15



CCN COMMERCE DE GROS MOINS FAVORABLE AUX SALAIRES  
CCN COMMERCE DE GROS PLUS FAVORABLE AUX SALAIRES  
IDENTIQUE OU CCN COMMERCE DE GROS PLUS FAVORABLE AUX SALAIRES  
SECON LE NIVEAU ET/OU L'ÉCHELON

Assistent R&D	220	1 773	Mettre en place et suivre les études d'un projet avec les professionnels de santé en garantissant la qualité des données recueillies et le respect de la réglementation auprès des investigateurs	V échelon 1 à 3	1644 à 1769,61	Assistent administratif qualifié : Assure le secrétariat administratif, participe à l'élaboration et au suivi des données utilisées par son service ; est en relation avec les interlocuteurs de celui-ci ; est capable d'assurer les opérations complexes en l'absence des cadres du service.  OU  Technicien qualifié : Aide le responsable des opérations techniques, élabore et complète, du langage à l'intervention. Réalise les études et établit les devis. Assure la relation avec la clientèle et les services administratifs et commerciaux de l'entreprise.		
Assistent production	220	1 773	Pas de définition			Proposition de suppression		
ACHATS								
Employé approvisionnement	130	1 553	Possède des connaissances techniques des matériels industriels. Est responsable des commandes et des livraisons. Assure la surveillance de stocks, signale au responsable des approvisionnements les besoins et les commandes. Réalise les commandes et les livraisons dans les délais prévus.	III échelon 1 à 3	1580,02 à 1606,15	Assistent approvisionneur : recueille de façon automatique les données relatives aux commandes et aux livraisons ; assure la fourniture et émet les commandes correspondantes. Participe au suivi, à la relance et au contrôle des commandes en cours.		
Employé service achats	150	1 586	Possède la connaissance complète du catalogue (fournisseurs, produits, prix, références). Est chargé, sous la responsabilité d'un agent de maîtrise ou d'un cadre, des liaisons courantes avec les fournisseurs, peut également assurer la vérification des factures, avant paiement, par la confrontation avec les bons de commande.	III échelon 1 à 3	1580,02 à 1606,15	Employé commercial : Employé chargé, sur instructions, de la tenue des comptes de la clientèle et de la relation avec elle. Assure le suivi des dossiers, ainsi que de la correspondance courante s'y rapportant.		
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION								
Administrateur de site web	150	1 586	S'occupe de l'animation du site, de son hébergement et de son développement par les moteurs de recherche sur instructions du Webmaster	V échelon 1 à 3	1644 à 1769,61	Informaticien qualifié : Il développe et exploite, le cas échéant, les moyens et gros systèmes informatiques aussi bien au niveau matériel que logiciel. Il assure la maintenance.		
Administrateur de base de données	150	1 586	Coordonne et maintient les données de nature différentes et qui sont en constante évolution au sein d'une organisation. Il exploite les informations tributaires de différents programmes informatiques et servant aux divers utilisateurs, garantit leurs disponibilités tout en anticipant leurs évolutions	V échelon 1 à 3	1644 à 1769,61	Informaticien qualifié : Il développe et exploite, le cas échéant, les moyens et gros systèmes informatiques aussi bien au niveau matériel que logiciel. Il assure la maintenance.		
Technicien support informatique	180	1 662	Aussi appelé technicien de maintenance. Chargé de l'assurance de la disponibilité et de l'efficacité du matériel informatique et des périphériques (imprimantes, etc.) des utilisateurs et, en cas de panne, être en mesure de les dépanner	IV échelon 1 à 3	1637,27 à 1657,80	Agent d'exploitation informatique : Possède la connaissance des matériels et des logiciels du système, pour détecter les anomalies et pour réparer les pannes courantes		
COMPTABILITE								
Assistent comptabilité	130	1 553	A des connaissances ou une expérience professionnelle suffisante lui permettant de poser et ajuster des balances de vérification, faire, des travaux analogues, tenir et vérifier tous comptes, justifier les soldes, en particulier rapprochement des comptes de banques et travaux analogues	III échelon 1 à 3	1580,02 à 1606,15	Agent de comptabilité : Enregistre les opérations courantes de comptabilité selon les procédures qui lui sont indiquées, assure le suivi des comptes dont il a la charge et leur correspondance avec la comptabilité générale ; identifie et signale les écarts.		
Comptable	150	1 586	Tient ou fait tenir, sous sa surveillance et sa responsabilité, les livres légaux et pouraux auxiliaires nécessaires à la comptabilité générale, radial en comptabilité les opérations commerciales et financières, les compose, les ventile pour en déduire le prix de revient, balances, statistiques et prévisions. Justifie le solde de ses comptes, établit et présente avec les justifications nécessaires les différents éléments du bilan et du compte d'exploitation. Peut effectuer sous sa responsabilité toutes les opérations comptables de caisse.	V échelon 1 à 3	1644 à 1769,61	Comptable : enregistre ou fait enregistrer, sous sa responsabilité, toutes les opérations comptables, aillure et justifie les soldes des comptes du plan comptable général dont il a la charge. Peut préparer l'ensemble des comptes nécessaires à l'établissement du bilan.		
COMMERCIAL								
VENTE								
Vendeur débutant	130	1553	Vendeur débutant : moins d'un an de pratique professionnelle Vendeur confirmé : plus d'un an de pratique professionnelle Télé-vendeur : salarié chargé de vendre par appels sortants	IV échelon 1 à 3	1637,27 à 1657,80	Vendeur : Dans le cadre des conditions commerciales fixées par la direction, recueille et suit les commandes de la clientèle qu'il est chargé d'entretenir ; possède une connaissance suffisante des gammes de produits et des échanges, n'a de contact direct avec la clientèle que pour des ventes de complément et de substituts ou de produits de promotion.		
Vendeur confirmé	150	1586						
Télé-vendeur	150	1586						







CON COMMERCE DE GROS MOINS FAVORABLE AUX SALAIRES

CCN COMMERCE DE GROS PLUS FAVORABLE AUX SALAIRES

IDENTIQUE OU CON COMMERCE DE GROS PLUS FAVORABLE AUX SALAIRES  
SECON LE NIVEAU ET/OU L'ÉCHELON

GEN COMMERCE DE GROS PLUS FAVORABLE AUX SALAIRES

IDENTIQUE OU CON COMME ICE DE GROS PLUS FAVORABLE AUX SALAIRES

SE L'ON LE NIVEAU ET/OU L'ECHELON

[illegible]

